

## LE DROIT DES MINORITÉS À LA LANGUE

Pau Miserachs Sala

President du Groupe d'Études Politiques.

Barcelona (Espagne)

Le dépôt de documents de la Bibliothèque du Congrès des Etats Unis fait relation de l'existence de 480 langues, desquelles une part sont connues aujourd'hui comme langues dominantes, d'usage general, d'autres on disparu, et autres, minoritaires en relation aux langues dominantes, sont des langues reconnues comme normatives et aussi developpant une culture.

Cettes langues minoritaires où nous pouvons situar le suedois, le danois, l'eslovain, le portugais, le grec, l'hongrois, le txec et la catalan, se transmetent entre generations comme un bien precieux, avec toute normalité.

Dans le cas catalan, cette langue est consideré la langue nº 9 comme plus parlé à l'Union Européenne. En plus elle est langue officielle dans l'Etat d'Andorra.

Dans le ranking mondial le catalan est situé dans la place nº 88 des labgiues plus parlés, avec 13 milions d'usagers.

Il faut notar que dans la region catalane situé en Espagne, la population qui parle le catalan est du 75%, situation qui exige des equilibres, de la comprehension et du respect.

Dans l'Espagne, pays qui compte avec 47 millions d'habitants, le catalan est une langue minoritaire dont l'usage se fait dans une région géographique bien déterminée au bord de la Méditerranée.

Mais l'usage du catalan a subi des interdictions dans l'histoire et des difficultés, et encore n'est pas admis dans les Commissariats de la Police espagnole ni dans la pratique de la Cour par conséquence de la méconnaissance de cette langue par les fonctionnaires espagnols qui travaillent en Catalogne.

Aussi dans le 25/30% qui ne parle pas le catalan en Catalogne, il faut noter l'immigration de l'Amérique latine et l'africaine qui se résistent à rejouer cette langue et sa culture. Ces immigrants ne la considèrent comme propre dans le pays qui les a accueillis. Il faut ajouter à ceux-ci les immigrants provenant d'autres régions d'Espagne arrivés en Catalogne entre les années 60 et 80 pour trouver une vie meilleure. Cette population peut arriver au 50% des personnes demeurant au territoire de la Catalogne espagnole.

Le droit à la langue comme expression d'une minorité nationale est reconnu dans les Déclarations et Conventions des Droits humains que les États sont obligés de garantir et de ne pas les détruire.

Le droit des peuples et des minorités à sa langue doit être protégé par le droit sans des conditions ni distinctions, donc le respect à la langue d'un peuple est aussi le respect à sa personnalité.

Empêcher l'usage d'une langue minoritaire parce qu'elle n'est pas l'officielle de l'Etat, devient une ingérence arbitraire à la vie du peuple concerné et à son caractère national.

Il est reconnu dans le droit International que tous ont le droit à une nationalité et que on ne peut pas priver arbitrairement de ce droit avec un acte d'intolérance.

La Declaration Universelle des Droits Humains n'as pas inclu ce droit directement et apart, malgré qu'il est inclu dans le droit à l'éducation et à la liberté de communication et participation ans la vie culturelle de la communauté.

En plus, il n'est pas admissible la discrimination en fonction de la langue u l'origine national de toute personne.

Le droit des minorités linguistiques est reconnu dans l'article 26 du Pacte International des droits Civils et politiques fait a New York le 1966. Mais il faut observer que minorité linguistique ne se correspond pas avec minorité nationale. La question du pèuple gitan qui a sa langue reconnu mais pas son caractère national est la demonstration de cette thèse.

Respecter les biens culturels des autres est reonnaître la dignité des minorités que les pratiquen, dont la langue est un atout pour le developpement de la personnalité humaine et la personnalité colective d'un peuple.

La langue minoritaire est donc une réalité qu'on ne peut pas négliger ou essayer d'annuler par la seule considération de que elle est minoritaire face aux grands Etats.

Il faut considérer que toute langue est l'expression d'un fait national qui peut être différent face au général de l'Etat où elle se développe.

Il faut noter que la langue n'est pas considérée comme une exigence pour accorder à une minorité la reconnaissance comme Etat indépendant. On trouve plusieurs nations Etats qui parlent la langue de l'Etat mère duquel ils se sont dégagés. Nous pouvons trouver l'exemple dans les anciens territoires de l'Empire espagnol en Amérique, colonies de la France et l'Angleterre en Afrique, et même la Fédération Russe.

On peut considérer, d'accord avec le droit des Traités, que ces droits sont par-dessus des Constitutions limitatives ou méconnaissantes de la diversité linguistique et nationale.

Le droit à la langue comme expression d'une minorité nationale a été peu traité dans les conventions internationales, à l'exception de la considération de ce droit comme appartenant aux personnes qui font partie d'une minorité nationale. La langue est ainsi l'expression d'une identité collective.

Des Etats ont essayé de suivre une politique d'unité culturelle imposée sous sa langue officielle, méconnaissant

la langue et la culture des peuples qui font parti du territoire de ces Etats.

Mais ces Etats, par contre, selon les Traitrtés, sont obligés de protéger cetttes langues mibnoritaires et de ne pas permettre que son usage soit malmené, interferé ou interdit.

C'est l'article 22 de la Charte des Droits Fonamentaux de la Union Européenne qui marque l'obligation de ce respect comme expression de la diversité et comme le chemin pour l'union de cette nouvelle Société qui exige donner un fort appui aix identités culturelles dans toutes les langues.

Ceci exige d'éliminer toute restriction à sa reconnaissance et impulser le respect, la comprehension et la tolerance dans l'éducation et les moyens de communication.

La Résolution 47/135 de l'Assemblée Générale des Nations Unis, plus la Convention faite à Strasbourg le 1r février 1995 pour la protection des minorités nationales, soit dit ratifié par l'Espagne, ést un atout pour eviter la substitution linguistique des minorités et favoriser son libre enseignement.

La Charte européenne des langues regionales et monritaires du 5 novembre 1992, aussi ratifié par l'Espagne le 2 février 2001, oblige les Dtats a la reconnaissance des dites langues regionales, les maintenir vivantes et favoriser son usage dans la vie publique et dans la vie privée.

La Charte de Paris OSCE 1990 et la Conférence Mondiales de Vienna 1993 ainsi que la Déclaration d'Oslo 1998, ont signifié un effort notable pour unifier des critères.

Mais a été la Déclaration de Durban de 2001 qui a ouvert le chemin définitif pour trouver le concepte correcte, en concordance avec la Charte Européenne de 1992.

Il faut rappeler que on a séparé la vie culturelle du fait national, suivant le courant de la manque d'un critère définitif pour attribuer à un groupe ou population d'un Etat la dénomination de minorité nationale.

On suit à attacher aux groupes les caractères distinctifs ethniques, culturels, de religion et linguistiques, séparés du fait nationale, quand ces mentions font partie d'une diversité qui peut développer une volonté de superation et liberté pour se détacher d'un Etat considéré étranger, surtout au cas des occupations militaires connues dans l'histoire des peuples.

C'est pourquoi il faut reconnaître dans des nouveaux accords internationaux l'existence de des nations sans Etat comme fruit de la modernisation, l'évolution des libertés et le progrès social face à l'étatisme.

Le vrai problème on le trouve aujourd'hui dans les peuples soumis, sans Etat, qui essayent de dépasser le vieux centralisme qui s'oppose au libre développement et aussi au droit à la libre détermination de son futur politique qui est un droit imprescriptible et permanent.

\*\*\*\*\*